(1)

(N° 85.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1944-1945.

RÉUNION DU 6 SEPTEMBRE 1945.

**Rapport de la Commission des Finances chargée d'examiner le Projet de loi
relatif aux avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles.**

*(Voir les n^{os} 117, 134, 150, 166, 168, 172, 179 et les Annales parlementaires
de la Chambre des Représentants, séances des 16, 17, 21 et 24 août 1945;
le n^o 72 du Sénat.)*

Présents : MM. VAN OVERBERGH; président; BARNICH, BOUILLY, CARTON DE TOURNAI, le chevalier DAVID, DE CLERCQ (Jos.), le baron DE DORLODOT, DISIÈRE, DOUTREPONT, HARMEGNIES, LABOULLE, LOGEN, LOUMAYE, le baron MOYERSON, MULLIE, PETIT, RONVAUX, VERMEYLEN et DIERCKX, rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

Avant tout autre devoir, la Haute Assemblée a celui de prendre connaissance de tous les travaux de la Chambre qui ont précédé et amené le vote des projets de loi importants, et qui lui sont soumis.

Nous considérons donc comme connues les données essentielles fournies par l'exposé général en annexe du projet relatif aux avoirs monétaires bloqués ou temporairement indisponibles, présenté à la Chambre; le discours très documenté prononcé par M. Eyskens à la Chambre le 16 mai, complété par l'exposé récent du 16 août fait par M. le Ministre De Voghel comme introduction aux travaux de la Chambre.

Dès lors, votre rapporteur, soucieux d'être concis, se bornera à examiner les considérations essentielles qui pourront guider le Sénat dans son examen des quatre projets financiers lui transmis par la Chambre.

Précisons donc autant que faire se peut, la position de notre dette publique :

Au 31 décembre 1944, la dette globale s'élevait à . . .	190 milliards.
Ce chiffre comprend environ 30 milliards d'emprunt <i>sans intérêt</i> , sous forme d'avances par la Banque Nationale.	
Il comprend également environ 19 milliards, montant réévalué de la dette extérieure dite « moratorisée ».	
Il faut y ajouter l'excédent prévu des dépenses budgétaires et extra-budgétaires pour l'exercice 1945 en cours, soit environ	34 milliards.
Et l'emprunt monétaire projeté d'environ	60 milliards.
	<hr/>
	284 milliards.

De ce montant global peuvent être déduits :

1° les dettes interalliées 1914-1918 d'environ 13 milliards, portées à 19 milliards par la réévaluation d'octobre 1944, mais « moratorisées »	19 milliards;
2° les prévisions de rendement des trois impôts spéciaux (25 milliards pour les deux premiers et 25 milliards pour l'impôt sur le capital)	50 milliards;
3° la dernière réévaluation de l'encaisse-or	10 milliards;
4° l'annulation des titres et billets en suite des opérations de déclaration et d'échange d'octobre 1944, environ.	10 milliards.
	<hr/>
	89 milliards.

Ce qui ramène le montant approximatif à 195 milliards. Nous admettons 200 milliards. Sans les opérations monétaires d'échange et de blocage, et le vote des trois impôts spéciaux envisagés, le pays se trouverait devant une dette publique finale écrasante, puisque ce chiffre ainsi ramené à 200 milliards ne comprend pas encore :

1° la dette de 64 1/2 milliards envers la Banque d'Emission résultant du clearing allemand, laquelle est éventuellement compensable par le produit de l'emprunt monétaire dont le montant est équivalent, au cas où le Parlement admettrait cette opération;

2° les sommes que nécessitera inéluctablement l'accomplissement du devoir de solidarité sociale que constitue la reconstruction et la réparation des dommages matériels de guerre;

3° les déficits probables de nos budgets ordinaires et extraordinaires postérieurs à 1945.

Nous irions vers une dette publique dont les charges seraient effectivement insupportables, puisqu'elles rendraient matériellement impossible le rétablissement indispensable de l'équilibre de nos budgets ordinaires.

Personne ne conteste plus la nécessité de résorber environ 60 % de la circulation monétaire et scripturale existante en octobre 1944 par la transformation en emprunt. On ne pourrait pas davantage contester la nécessité aussi impérieuse de résorber à son tour la majeure partie de cet emprunt exceptionnel par un effort fiscal exceptionnel.

De cette mensuration, aussi exacte que possible en ce moment, de nos charges financières de guerre, découle avec une impressionnante clarté, le devoir urgent de dresser des budgets réguliers, avec la ferme volonté de retourner au plus vite à l'équilibre budgétaire.

Mais si les dépenses ont été, dans tous les domaines, élargies dans des proportions que seul explique un régime de cinq années de guerre où la dépense est faite au jour le jour, et rejetée sur la dette en hypothéquant l'avenir financier et économique du pays, les recettes n'ont pu et ne pourront suivre pareille augmentation.

En effet, les taux d'impôts forcés anormaux établis sans contrôle ni discussion sous l'occupation, et actuellement encore en vigueur, sont malsains, prohibitifs dans tous les secteurs : ce serait une aberration de songer à les maintenir, et *a fortiori* à les majorer, car ils étouffent la matière imposable. C'est, au contraire, celle-ci dont il faut provoquer à tout prix le développement : seule la reprise de toutes les activités, le prompt retour à la liberté des transactions, et la libre initiative dans la production détermineront l'extension de l'assiette de tous les impôts, permettront la réduction des taux écrasants, et équilibreront sainement les budgets. L'équilibre budgétaire est factice, précaire, lorsqu'il ne correspond pas à un équilibre économique réel dans le pays.

Il est donc urgent de passer au crible toutes les majorations démesurées de dépenses et toutes les dépenses nouvelles qui ont vu le jour durant ces cinq années d'occupation : ne pouvant élever les recettes à la hauteur anormale des dépenses, il s'impose de comprimer celles-ci dans toute la mesure du possible aux ressources fiscales que le pays peut sans danger économique donner dans les circonstances transitoires actuelles.

Si le Gouvernement et le Parlement s'inspirent de ces axiomes, s'ils prêchent d'exemple, ils entraîneront nos administrations publiques dans la même voie, la seule bonne.

Alors, mais alors seulement, la Belgique sera en état de porter vaillamment la charge d'une dette publique, certes considérable malgré sa compression, mais qui représenterait approximativement le quart des ressources fiscales saines qu'elle peut escompter après le retour au travail libre et joyeux ramenant la prospérité.

* * *

A juste titre, le Gouvernement insiste sur l'urgence du vote de ces quatre projets.

Sans perdre un jour, la Commission des finances du Sénat s'est réunie pour l'examen des textes lui adressés par la Chambre, en commençant par le présent projet.

EXAMEN DES ARTICLES.

— L'adoption, à l'unanimité, de l'article 1^{er}, établit que l'accord est complet sur la nécessité de résorber 60 % de la circulation monétaire existante en octobre 1944, par le moyen d'un « emprunt de l'assainissement monétaire ».

— A l'article 2, décrivant les opérations techniques qui détermineront la libération de cet emprunt par la totalité des 60 % bloqués, deux membres souhaitaient, par voie d'amendement, voir établir une exception en faveur des grands sinistrés.

M. le Ministre fit observer que l'admission d'une exception, quelque intéressante que soit la catégorie de bénéficiaires envisagée, entraînerait l'admission de toute une série d'exceptions; qu'il importe de conserver à l'opération son caractère de transformation massive.

Les amendements rejetés, l'article 2 fut adopté à l'unanimité.

— L'article 3 fut adopté sans discussion.

— Il n'en fut pas de même de l'article 4 attribuant un intérêt progressif de 1-2-3 et 3 ½ % aux futurs détenteurs de certificats ou de titres de l'emprunt.

Un membre déposa un amendement tendant à porter le taux de l'intérêt à 3 ½ % à partir du 1^{er} janvier 1946, mais en supprimant par contre tout intérêt pour les obligations affectées au paiement des impôts spéciaux.

Cette proposition était en fait irréalisable, vu l'impossibilité de déterminer anticipativement quels porteurs d'emprunt seraient ultérieurement débiteurs de l'un des trois impôts.

Un autre membre proposa un sous-amendement atteignant le but envisagé, par une compensation effective entre les intérêts de l'emprunt et un intérêt de même import sur les impôts spéciaux, intérêts applicables dès le 1^{er} janvier 1946.

Deux autres membres n'admirent pas que soient traités de même manière les porteurs d'emprunt débiteurs des deux premiers impôts frappant soit des fournisseurs de l'ennemi, soit des bénéficiaires exceptionnels, et ceux qui subiront le sacrifice d'une partie de leur avoir souvent modeste. Ils soulignent le fait que les contribuables, propriétaires d'immeubles, maisons ou terres, ne seront, le plus fréquemment, guère détenteurs de fonds bloqués, donc de titres d'emprunt; qu'il serait dès lors souverainement injuste de leur imposer un intérêt de 3 ½ % sur leur contribution, souvent non compensé par l'intérêt de l'emprunt qu'ils ne détiennent pas. Ils déposent un amendement exonérant les débiteurs de l'impôt sur le capital de tout intérêt autre que celui usuel de retard.

M. le Ministre, s'inspirant de la pensée commune qui justifia ces amendements successifs, et de la suggestion d'un autre membre, visant à compenser la réduction de rendement fiscal résultant de cette juste exception en faveur de l'impôt sur le capital, par une augmentation à 5 % due par les débiteurs des premiers impôts sur bénéficiaires, admit le remplacement du texte de l'article 4 voté par la Chambre, par les dispositions suivantes :

« Les obligations de l'emprunt ainsi que les titres globaux qui en tiennent lieu, porteront intérêt à partir du 1^{er} janvier 1946 au taux de 3 ½ % l'an. »

Mais ce texte aura comme contrepartie inséparable, que :

— les trois impôts spéciaux seront exigibles à la date du 1^{er} janvier 1946;

— leur paiement anticipatif, avant délivrance des extraits, sera admis;

— les intérêts de retard au taux de 5 % seront établis comme suit :

1^o à partir du 1^{er} janvier 1946 pour l'impôt sur fournitures à l'ennemi et pour celui sur bénéficiaires exceptionnels afin d'assurer la compensation à due concurrence;

2° à l'expiration du délai fixé par l'avertissement indiquant le montant réclamé au contribuable, pour l'impôt sur le capital.

Dans les cas spéciaux, le Directeur général de l'Administration compétente pourra accorder aux conditions qu'il déterminera, l'exonération de tout ou partie de cet intérêt de retard.

L'ensemble du régime, ainsi défini par M. le Ministre, donnant satisfaction aux auteurs des divers amendements ainsi qu'à toute la Commission, les amendements sont retirés et le texte proposé adopté à l'unanimité.

— A l'article 5, un membre dépose un amendement tendant à permettre aux porteurs de titres de l'emprunt, après compensation avec leurs impositions spéciales, de céder le solde de leur avoir-emprunt à d'autres débiteurs d'impôts spéciaux ne détenant pas suffisamment d'emprunt.

M. le Ministre signalant la nécessité impérieuse d'éviter tout trafic irrégulier et spéculatif à l'occasion de pareille cession, et rappelant que l'article 5 institue un système de compensation réalisable par le Ministre des Finances, cet amendement est rejeté par 12 voix contre 5.

L'article 5 est adopté par 12 voix contre 3 et 2 abstentions.

— L'article 6 est adopté à l'unanimité des votants.

— A l'article 7, un membre présente un amendement libérant entièrement la partie de l'emprunt qui n'aura pas été compensée par les taxations des trois impôts, et ce endéans un temps déterminé.

M. le Ministre objecte qu'il a le devoir de ne laisser réduire en rien le privilège que la loi attribue à l'Etat sur la masse globale de l'emprunt.

L'amendement est retiré et le texte de l'article 7 adopté à l'unanimité.

— L'article 8 est adopté à l'unanimité, sans discussion.

— A l'article 9, un amendement est proposé visant à affecter le solde global de l'emprunt, après compensation avec le rendement total des trois impôts spéciaux, à un compte spécial destiné au financement des dommages de guerre.

L'opposition de M. le Ministre détermine le rejet de cet amendement par 9 voix contre 6, après quoi le texte de la Chambre est admis à l'unanimité.

— A l'article 10, deux membres suggèrent des amendements fixant des dates extrêmes au déblocage du solde des 40 % temporairement indisponibles.

M. le Ministre ayant donné à la Commission l'assurance que les modalités d'un déblocage progressif et, espère-t-il, prochain sont en préparation, l'un de ces amendements est écarté par 12 voix contre 1, et l'autre est retiré.

La déclaration faite par M. le Ministre détermine le vote du texte de la Chambre à l'unanimité des votants.

— L'article 11 est adopté à l'unanimité.

— L'article 12 est adopté par 11 voix contre 1 et 5 abstentions.

(6)

— L'article 13 est admis par 11 voix contre 2 et 4 abstentions.

— L'article 14 est adopté par 11 voix contre 2 et 4 abstentions.

* * *

Au vote sur l'ensemble, le projet, amendé en son article 4 par M. le Ministre des Finances, fut adopté par 13 voix contre 2 et 4 abstentions.

* * *

Le présent rapport, soumis à la Commission, en présence de M. le Ministre des Finances, fut approuvé par 17 voix. Un membre s'est abstenu.

Le Rapporteur,
OCTAVE DIERCKX.

Le Président,
CYR. VAN OVERBERGH.